



Entreprises

Tunisie – Assurances : Le secteur enregistre 10,5 % de croissance

26/05/2026

Le marché des assurances affiche une progression de 10,5 % de son chiffre d'affaires global au cours des trois premiers mois de 2026, selon les données du Comité général des assurances (CGA).

Le volume total des primes nettes collectées s'est établi à 1,401 milliard de dinars, contre 1,2685 milliard de dinars un an auparavant. Cette expansion du chiffre d'affaires s'accompagne cependant d'une montée en charge des indemnités versées, en hausse de 18,4 %, à 585,4 millions de dinars.

L'assurance-vie a généré 328,2 millions de dinars de primes, contre 282,5 millions de dinars à la même période de 2025, soit une progression de 16,2 %. Cette performance lui permet de consolider sa part dans le total des primes nettes du secteur à 23,4 %.

L'assurance non-vie demeure néanmoins le segment dominant, avec 76,6 % des primes collectées, pour un volume de 1,0732 milliard de dinars, en hausse de 8,8 %. Au sein de cette catégorie, la branche automobile reste en tête avec 553 millions de dinars, représentant 39,5 % des primes globales, en progression de 8,4 %.

L'assurance maladie s'impose au deuxième rang avec 222 millions de dinars et un taux de croissance de 16,4 %, portant sa part de marché à 15,8 %.

L'assurance incendie progresse de 5,8 % à 157,6 millions de dinars, le transport de 8,2 % à 29,7 millions de dinars, tandis que l'assurance agricole, bien qu'en hausse de 14,7 %, reste marginale avec 2,7 de dinars et une part de marché de 0,2 %.

De son côté, la Société Tunisienne de Réassurance (Tunis Re) a enregistré un chiffre d'affaires de 77,3 millions de dinars, en légère progression de 1,2 %. Les

CARTE Assurances souffle ses cinquante bougies, avec et pour ses clients et actionnaires

P.03

L'ACAPS dévoile sa nouvelle identité visuelle et réaffirme ses ambitions pour l'avenir.

P.05

Nigeria No insurance cover for airports, exposes FG to losses, compensation claims

P.07

Specialty insurers absorb Middle East war losses, report says

P.08

AI risk becoming a governance, liability and insurability challenge: Willis

P.09

Allianz Global Insurance Report 2026: The Future of Insurance in a Fragmenting World

P.10

indemnités versées au titre de l'assurance-vie ont progressé de 45,1 % pour atteindre 172,3 millions de dinars, représentant 29,4 % du total des indemnités du secteur.

Les remboursements liés aux branches non-vie ont progressé de 10 % à 413,1 millions de dinars, portés principalement par l'automobile à hauteur de 226,8 millions de dinars,

SOMMAIRE

Tunisie – Assurances : Le secteur enregistre 10,5 % de croissance	03	Africa Re says East Africa must put insurance at the center of growth	06
CARTE Assurances souffle ses cinquante bougies, avec et pour ses clients et actionnaires	03	Somalia secures 5.5\$m drought parametric payout from ARC	07
Attijari Assurance : nouveau siège social	04	Nigeria No insurance cover for airports, exposes FG to losses, compensation claims	07
Financement du développement en Tunisie : sortir enfin de la logique de court terme	04	Specialty insurers absorb Middle East war losses, report says	08
La croissance de l'économie marocaine devrait atteindre %4,2 au terme de l'année 2026, prévoit la Banque africaine de développement (BAD).	05	Egypt:Regulator in consultations with insurers on reinsurance regulatory standards	09
L'ACAPS dévoile sa nouvelle identité visuelle et réaffirme ses ambitions pour l'avenir.	05	AI risk becoming a governance, liability and insurability challenge: Willis	09
Réassurance, souveraineté et stabilité : pour une approche stratégique des capacités nationales	06	Allianz Global Insurance Report 2026: The Future of Insurance in a Fragmenting World	10

Tunisie – Assurances : Le secteur enregistre 10,5 % de croissance

26/05/2026

Le marché des assurances affiche une progression de 10,5 % de son chiffre d'affaires global au cours des trois premiers mois de 2026, selon les données du Comité général des assurances (CGA).

Le volume total des primes nettes collectées s'est établi à 1,401 milliard de dinars, contre 1,2685 milliard de dinars un an auparavant. Cette expansion du chiffre d'affaires s'accompagne cependant d'une montée en charge des indemnités versées, en hausse de 18,4 %, à 585,4 millions de dinars.

L'assurance-vie a généré 328,2 millions de dinars de primes, contre 282,5 millions de dinars à la même période de 2025, soit une progression de 16,2 %. Cette performance lui permet de consolider sa part dans le total des primes nettes du secteur à 23,4 %.

L'assurance non-vie demeure néanmoins le segment dominant, avec 76,6 % des primes collectées, pour un volume de 1,0732 milliard de dinars, en hausse de 8,8 %. Au sein de cette catégorie, la branche automobile reste en tête avec 553 millions de dinars, représentant 39,5 % des primes globales, en progression de 8,4 %.

L'assurance maladie s'impose au deuxième rang avec 222 millions de dinars et un taux de croissance de 16,4 %, portant sa part de marché à 15,8 %.

L'assurance incendie progresse de 5,8 % à 157,6 millions de dinars, le transport de 8,2 % à 29,7 millions de dinars, tandis que l'assurance agricole, bien qu'en hausse de 14,7 %, reste marginale avec 2,7 de dinars et une part de marché de 0,2 %.

De son côté, la Société Tunisienne de Réassurance (Tunis Re) a enregistré un chiffre d'affaires de 77,3 millions de dinars, en légère progression de 1,2 %. Les indemnités versées au titre de l'assurance-vie ont progressé de 45,1 % pour atteindre 172,3 millions de dinars, représentant 29,4 % du total des indemnités du secteur.

Les remboursements liés aux branches non-vie ont progressé de 10 % à 413,1 millions de dinars, portés principalement par l'automobile à hauteur de 226,8 millions de dinars, soit 38,7 % du total, et par la

CARTE Assurances souffle ses cinquante bougies, avec et pour ses clients et actionnaires

25/05/2026

Cinquante ans, c'est l'âge d'une institution. C'est aussi celui d'une relation patiemment tissée avec des générations de Tunisiens. Le 21 mai 2026, CARTE Assurances a célébré son cinquantième anniversaire, et derrière la date il y a surtout une histoire d'hommes, de promesses tenues et d'une certaine idée du métier d'assureur, qui consiste à se tenir aux côtés de ses clients dans les moments où ils en ont le plus besoin.

Une compagnie d'assurances solide est aussi une compagnie utile à la cité. CARTE a fait sienne cette conviction et s'est impliquée dans la vie économique et sociale du pays au-delà de son cœur de métier. L'accompagnement de l'écosystème des start-ups en témoigne. En soutenant les jeunes entrepreneurs, la compagnie investit dans l'innovation locale et dans une génération qui inventera la Tunisie de demain.

Sur le terrain social, CARTE est présente à travers le sponsoring sportif et la réhabilitation d'établissements scolaires, deux registres qui partagent un fil commun, l'idée que la jeunesse mérite des conditions dignes pour s'épanouir. La compagnie a également construit, au fil des années, des partenariats solides avec les acteurs publics et privés, contribuant à la résilience et au dynamisme du secteur financier tunisien dans son ensemble. Le rapprochement plus récent avec l'UBCI (Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie), à travers l'acquisition des parts détenues jusqu'alors par BNP Paribas, en est une illustration éloquent. Le Groupe CARTE y est devenu actionnaire de référence et a consolidé son ancrage dans le secteur financier.

L'ambition de CARTE ne s'arrête pas aux frontières du pays. Depuis 2016, la compagnie est implantée au Sénégal à travers un partenariat stratégique qui constitue sa première escale sur le continent. C'est une étape pensée comme un prolongement naturel de son histoire et non comme une diversification opportuniste. « Nous voulons poursuivre notre expansion sur le continent africain, principalement dans l'espace francophone et au Maghreb, et nous continuons par ailleurs à travailler sur d'autres ambitions de développement international »,

Attijari Assurance : nouveau siège social

22/05/2026

Attijari Assurance a inauguré, le 21 mai 2026, les nouveaux locaux de son siège social à Tunis. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de Boubker Jaï, président de Wafa Assurance (Maroc), de Adil Bouifrouri, directeur exécutif de Wafa Assurance en charge de l'international ainsi que des équipes de Casablanca et Tunis.

Fondée en 2012, Attijari Assurance est une société vie, filiale de Wafa Assurance, leader du marché marocain, et du groupe Attijari Bank Tunisie. La société a débuté la commercialisation de ses produits et services en 2013. Commercialisation à travers le réseau d'agences d'Attijari Bank.

L'entreprise occupe actuellement la première place du marché vie tunisien.

Pour rappel, Attijari Assurance a clôturé l'exercice 2025 avec un chiffre d'affaires de 168,583 millions TND (57,9 millions USD) et un bénéfice net de 12,805 millions TND (4,4 millions USD).

L'ÉCONOMISTE

Financement du développement en Tunisie : sortir enfin de la logique de court terme

26/05/2026

Le débat sur le financement de l'économie tunisienne, longtemps centré sur l'identification des principaux pourvoyeurs de ressources, a progressivement permis de mettre en évidence une réalité essentielle : la contrainte ne réside pas uniquement dans le volume des financements disponibles, mais dans leur structuration.

Une question plus déterminante doit aujourd'hui être posée : comment ces ressources sont-elles allouées à l'intérieur du système bancaire ? C'est à ce niveau que se situe le principal enjeu.

Le Plan 2026-2030 confie un rôle central aux banques publiques dans la réalisation de ses objectifs : transition énergétique, soutien aux PME, dynamisation de l'investissement productif. Toutefois, l'architecture financière nécessaire à la

mise en œuvre de ces ambitions reste à consolider. Dans un contexte marqué par une forte mobilisation du crédit bancaire au profit du financement du déficit public et par une prédominance des financements à court terme, le risque est de voir ces objectifs rester partiellement inopérants.

L'analyse du financement de l'économie tunisienne reste souvent dominée par la question de la rareté des ressources. Si cette dimension existe, elle ne constitue pas le principal facteur limitant. Le véritable enjeu est celui de l'allocation des ressources disponibles. Ces dernières années, une part importante de la liquidité bancaire a été orientée vers le financement de l'État, au détriment du secteur productif. Cette évolution a conduit à une réallocation progressive de l'épargne nationale vers des usages moins directement productifs.

Chaque dinar mobilisé pour financer le Trésor public est un dinar qui n'est pas disponible pour financer l'investissement privé, l'expansion des entreprises ou les projets structurants. Le problème est donc moins celui d'un manque de ressources que celui de leur orientation au sein du système financier.

Le système bancaire tunisien reste caractérisé par une forte prépondérance du court terme. Les financements proposés sont majoritairement orientés vers les besoins de trésorerie, les opérations commerciales et, dans une moindre mesure, le financement patrimonial, notamment immobilier.

En revanche, le financement de long terme du secteur productif demeure limité. Or, ce type de financement est indispensable pour accompagner les investissements industriels, les projets énergétiques ou encore la montée en gamme des entreprises.

Cette insuffisance constitue une contrainte structurelle pour la transformation économique. Les objectifs du Plan 2026-2030 supposent en effet la mobilisation de financements à long terme, capables de soutenir des projets à forte intensité capitalistique et à horizon de rentabilité étendu.

La Tunisie dispose déjà d'une expérience en matière d'institutions de développement. Toutefois, leur intégration passée dans le système bancaire commercial a soulevé plusieurs difficultés, notamment en matière de qualité des actifs et de gestion des risques.

Cet héritage impose une approche prudente. Il ne remet pas en cause le principe de l'intervention publique, mais souligne la nécessité de définir des cadres institutionnels solides, fondés sur une gouvernance rigoureuse et une gestion maîtrisée des risques.

Au-delà des ajustements du système existant, la mise en place d'une Institution de Financement du Développement (IFD) pourrait constituer un levier complémentaire. Son rôle serait d'orienter les ressources vers les priorités stratégiques, tout

en opérant en complémentarité avec les banques commerciales. Une telle institution pourrait intervenir à travers des mécanismes de co-financement, de garantie ou de refinancement de projets.

La question du financement du développement ne se limite pas à la mobilisation de nouvelles ressources. Elle concerne également la manière dont l'épargne existante est orientée. Une part importante de l'épargne nationale reste insuffisamment canalisée vers l'investissement productif. Le développement de mécanismes adaptés (notamment des produits d'épargne dédiés adossés à une institution crédible) pourrait contribuer à améliorer cette orientation.

Le Plan 2026-2030 fournit un cadre stratégique. Mais sa mise en œuvre dépendra de la capacité du système financier à aligner ses circuits d'allocation avec les priorités de développement. Dans cette perspective, la réforme des banques publiques, la création d'une institution spécialisée et la mobilisation de l'épargne nationale apparaissent comme des leviers complémentaires d'une même transformation : passer d'une logique de court terme à une dynamique d'investissement durable.

Maghreb



27/05/2026

La croissance de l'économie marocaine devrait atteindre 4,2% au terme de l'année 2026, prévoit la Banque africaine de développement (BAD).

Cette évolution est soutenue par la consommation des ménages et les investissements dans les infrastructures, fait savoir la BAD dans son rapport 2026 sur les Perspectives économiques en Afrique, publié à l'occasion des Assemblées annuelles de la Banque qui se tiennent jusqu'au 29 mai à Brazzaville.

D'après la même source, l'agriculture, l'industrie manufacturière, la construction et le tourisme devraient rester les principaux moteurs de la croissance économique nationale. Pour ce qui est de l'inflation, elle devrait rester maîtrisée, tout en s'élevant à 2,4% en 2026 et à 2,3% en 2027. En revanche, le déficit du compte courant devrait se creuser à 3,5% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2026 avant de reculer légèrement à 3,4% en 2027, tandis que le déficit budgétaire poursuivrait sa baisse pour s'établir à 3,7% du PIB en 2026 puis à 3,2% en 2027.

Dans son rapport, la BAD relève également la forte

croissance qu'ont connue les marchés boursiers africains au cours des deux dernières décennies, avec une activité atteignant 1.200 milliards de dollars et concentrée dans quelques pays, notamment le Maroc, l'Égypte et l'Afrique du Sud.

Ledit rapport mentionne les perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, qui affecteraient les exportations de la région vers le Moyen-Orient, augmenteraient le coût des intrants pour les engrais et feraient grimper les coûts de l'énergie pour les importateurs nets de produits pétroliers.

Une gestion proactive des risques climatiques et la diversification des échanges commerciaux atténueraient cet impact, tandis qu'une bonne récolte et des investissements soutenus amélioreraient les perspectives, estime la BAD.



21/05/2026

L'ACAPS dévoile sa nouvelle identité visuelle et réaffirme ses ambitions pour l'avenir.

À l'occasion de son 10^e anniversaire, l'ACAPS dévoile une nouvelle identité visuelle reflétant l'évolution de l'institution et sa volonté d'accompagner les profondes transformations des secteurs des assurances et de la prévoyance sociale. Une nouvelle étape symbolique pour l'Autorité, qui réaffirme son engagement en faveur de la stabilité, de l'innovation et de la protection des assurés.

ACAPS poursuit sa dynamique de transformation institutionnelle. À l'occasion de la célébration de ses dix années d'existence, l'Autorité a présenté sa nouvelle identité visuelle, symbole d'une institution moderne, accessible et tournée vers l'avenir. À travers cette évolution graphique, l'ACAPS souhaite :

renforcer la visibilité et la lisibilité de son action,

accompagner les mutations du secteur,

et affirmer davantage son rôle de régulateur au service de la stabilité des secteurs assujettis et de la protection des assurés et bénéficiaires de droits.

Cette nouvelle identité intervient dans un contexte marqué par l'accélération des transformations que connaissent les secteurs des assurances et de la prévoyance sociale, notamment sous l'effet

: Selon l'Autorité, cette nouvelle signature visuelle s'inscrit dans la continuité des valeurs portées par l'ACAPS depuis sa création : intégrité, transparence, excellence, ouverture, et engagement.

Au-delà de l'aspect visuel, cette évolution traduit également une volonté de moderniser davantage l'image de l'institution tout en renforçant sa proximité avec les différents acteurs du marché et les citoyens. Après dix années de structuration et de montée en puissance, l'ACAPS semble désormais vouloir ouvrir une nouvelle phase de son développement institutionnel. À travers cette nouvelle identité visuelle, l'Autorité confirme sa volonté de consolider son positionnement en tant qu'acteur central de la régulation des secteurs des assurances et de la prévoyance sociale au Maroc, tout en poursuivant ses efforts de modernisation, d'innovation et de protection des assurés.



Réassurance, souveraineté et stabilité : pour une approche stratégique des capacités nationales

24/05/2026

Dans une tribune, Hassen Khelifati, PDG d'Alliance assurances étale sa vision du marché national des assurances. Pour lui, il ne faut pas opposer souveraineté nationale et réassurance internationale.

Le débat autour de la réassurance internationale et des sorties de devises mérite d'être abordé avec lucidité, responsabilité et hauteur de vue.

Dans un contexte marqué par les tensions économiques internationales, les pressions croissantes sur les équilibres financiers mondiaux et la nécessité légitime de préserver durablement les réserves de change du pays, il est naturel que les autorités publiques s'interrogent sur l'optimisation des mécanismes de transfert liés à la réassurance. Mais réduire la question de la réassurance à une simple problématique de sortie de devises serait une lecture incomplète d'un sujet profondément stratégique pour la stabilité économique nationale.

Car la réassurance n'est pas une importation classique. Elle constitue un mécanisme mondial de mutualisation des risques permettant de protéger les économies contre les sinistres majeurs, les catastrophes industrielles, les grands risques énergétiques, les infrastructures stratégiques

et les événements exceptionnels susceptibles d'affecter durablement un pays. Quelques centaines de millions de dollars de primes de réassurance permettent ainsi de sécuriser des milliers de milliards de dinars d'investissements, d'actifs industriels et d'infrastructures économiques nationales. Aucun grand marché au monde, y compris parmi les économies les plus puissantes, ne couvre seul l'intégralité de ses grands risques sans recours à la réassurance internationale. La mutualisation mondiale des risques constitue aujourd'hui l'un des fondements de la stabilité financière internationale. C'est pourquoi le véritable débat ne doit pas opposer souveraineté nationale et réassurance internationale. Les deux ne sont pas contradictoires. Elles sont complémentaires. La véritable souveraineté assurantielle ne se construit ni par l'isolement ni par la fermeture administrative du marché. Elle repose avant tout sur la capacité réelle d'un système assurantiel à absorber progressivement une part croissante des risques de son économie dans des conditions techniques et financières soutenables. Dans ce cadre, la volonté de renforcer les capacités nationales de rétention apparaît parfaitement légitime. Le développement de la coassurance, la mobilisation plus efficace des capacités locales et l'amélioration des mécanismes de mutualisation nationale constituent des objectifs stratégiques importants pour l'avenir du secteur.

Mais il convient également d'éviter les approches simplistes. Une centralisation accrue des cessions, sans augmentation parallèle des capacités réelles de conservation du marché, ne réduit pas mécaniquement les rétrocessions internationales.

Afrique



Africa Re says East Africa must put insurance at the center of growth

24/05/2026

East African economies should treat insurance and reinsurance as essential tools for growth, resilience and fiscal stability, according to a new Africa Re white paper presented at the 2026 Africa

CEO Forum. The report argues that the region's governments and insurers need to move beyond viewing insurance as a niche financial product and instead use it to manage climate shocks, support investment and protect development gains.

The paper says East Africa is among the continent's most promising growth regions, but it is also highly exposed to droughts, floods and other climate-related shocks. That vulnerability is especially costly because insurance penetration remains low across the region, with Kenya leading at 2.25 percent of GDP, followed by Uganda at 0.87 percent, Tanzania at 0.60 percent and Ethiopia at 0.30 percent, according to the East Africa Insurance Outlook Report 2025.

Africa Re says this gap leaves households, businesses and governments to absorb most of the financial damage when disasters strike. The report notes that across Africa more than 90 percent of natural disaster losses remain uninsured, forcing public budgets to shoulder emergency spending and slowing recovery.

Kenya is highlighted as an example of how the region can respond. The paper points to Kenya's disaster risk financing reforms, including the use of index-based insurance for drought and flood risks, as part of a broader effort to embed risk transfer into public financial management.

The report also points to progress in East Africa's insurance distribution models. It cites mobile and index-based products that have expanded cover for smallholder farmers in Kenya, Tanzania and Rwanda, and says digital platforms, bancassurance and insurtech are helping insurers reach customers that traditional models have missed.

According to Africa Re, the wider opportunity is to turn insurance into a development asset by mobilizing long-term savings, supporting infrastructure financing and reducing pressure on public finances. It says stronger reinsurance capacity, better regulation and deeper regional integration through the African Continental Free Trade Area could help build a more resilient East African insurance market.

Somalia secures 5.5\$m drought parametric payout from ARC

28/05/2026

African Risk Capacity (ARC) has made a \$5.5 million drought insurance payout in Somalia, triggered by confirmed parametric indices.

The payout was made to the Government of Somalia (SODMA) (62.7% of the total), Start Network (21.5%) and WFP (15.8%).

Combined, the three organisations have reportedly supported more than 153,000 people through the parametric insurance payout as of May 2026.

Somalia is facing a severe humanitarian crisis driven by a combination of below-average rainfall, rising food and fuel prices, conflict and insecurity, large-scale displacement, and significant humanitarian funding shortfalls.

The failed 2025 Deyr (October–December) season and the weak 2026 Gu (April–June) season have further worsened drought conditions across pastoral and agropastoral areas, increasing pressure on livelihoods and food access.

As of May 2026, an estimated 6.03 million people (31% of the analysed population) are facing acute food insecurity, with a credible risk of famine identified in Burhakaba District, Bay Region. Humanitarian assistance remains critically insufficient to meet growing needs.

Vanguard

No insurance cover for airports, exposes FG to losses, compensation claims

24/05/2026

Indications have emerged that the Federal Government may shoulder the full financial

Specialty insurers absorb Middle East war losses, report says

burden arising from the recent fire incident at the international terminal of the Murtala Muhammed International Airport, following the apparent absence of insurance cover for Nigerian airports.

The airport is managed by the Federal Airports Authority of Nigeria, FAAN.

Findings by Financial Vanguard revealed that several months after the incident no insurance company has reported claims exposure or liability in relation to the airport fire disaster, raising concerns over the lack of insurance protection for critical aviation infrastructure in the country.

The development implies that government will not only finance the rehabilitation of the burnt terminal estimated at over one billion Naira, but will also be responsible for compensating affected victims and settling all medical expenses resulting from the incident.

The situation comes despite an earlier approval by the Federal Executive Council of N712.26 billion for the comprehensive rehabilitation of Terminal One of the airport before the fire outbreak.

Commissioner for Insurance, Mr. Olusegun Omoshin said that no insurance company has paid claims in respect of the airport fire incident.

He stated: "I am not aware of the entities that covered the airport. If there was cover on that property, claims must be paid. That is where we stand."

Industry experts noted that while aviation regulations make it compulsory for all aircraft operating in the country to maintain insurance cover, there is no regulatory requirement compelling airport operators to insure airport terminals and related infrastructure.

The development has again brought to the fore concerns over risk management practices in the aviation sector, especially with regard to protection of strategic national assets against fire and other operational hazards.

Global specialty property and casualty (P&C) insurers have largely contained losses from the ongoing Middle East conflict, with direct financial impacts remaining manageable in the first quarter of 2026, according to a new report by Morningstar DBRS.

The report assessed insurance-related losses across the industry as the conflict approached its third month and the Strait of Hormuz remained closed to normal shipping traffic. It found that while standard P&C insurance policies generally exclude war-related cover, a subset of insurers known as specialty underwriters, which explicitly cover war, marine, aviation, and energy risks, bore the brunt of direct losses.

Munich Re reported the largest disclosed loss among the firms examined, recording approximately \$106m (€90m) in claims. "Claims arising from the Iran war came to approximately €90m for Munich Re – with around €60m attributable to Global Specialty Insurance and approximately €30m to property-casualty reinsurance," the company said.

Everest Group reported \$90m in pre-tax catastrophe losses that it said were "driven primarily by losses associated with the Iran War and a number of mid-sized events globally", while Markel Group recorded \$35m attributed to the Middle East conflict, adding two percentage points to its combined ratio.

Smaller specialty firms were also affected. Convex Group cited "about a \$23 million add-on for the Iran war", and International

General Insurance reported \$15m in losses, including a \$10.5m energy loss linked to a vessel collision with an offshore platform after GPS and lights were switched off amid the fighting.

Reinsurance giant Swiss Re reported no material direct claims but set aside a \$400m reserve for potential inflationary impacts related to the conflict. Hannover Re said it had received limited claim notifications and that it was “not yet possible to come up with reliable estimates”.

Strait of Hormuz closure poses longer-term threat

Morningstar DBRS noted that Lloyd’s of London, which dominates the global marine war-risk insurance market, stated in a May 14 market message that it did not expect the conflict to become a capital event.

The report cautioned that a prolonged conflict could generate further losses. It warned that ships trapped in the Strait of Hormuz for 12 months or more could trigger constructive total loss claims, even if the vessels remained undamaged. Rising energy-driven claims inflation and softening premiums in broader P&C lines were also flagged as potential pressures on future earnings.



Egypt: Regulator in consultations with insurers on reinsurance regulatory standards

24/05/2026

The Financial Regulatory Authority (FRA) has held a consultative meeting with the managing directors of Egyptian insurance companies and executives responsible for reinsurance, to discuss the regulatory standards for reinsurance.

Dr Islam Azzam, FRA Chairman, reviewed the standards that the Authority is studying in regulating reinsurance operations, to ensure that companies adopt integrated reinsurance policies covering their ability to bear risks, levels of diversification of insurance portfolios, limits of risk concentration and assignment, target markets for

reinsurance, in addition to assessing their ability to bear credit risks, reported Al Mal News.

The meeting also discussed a number of regulatory proposals, including obligating insurers to obtain the approval of their boards of directors for reinsurance policies, and to notify the FRA of them or any amendments to them, as well as to periodically verify the efficiency of the application of those policies and review them continuously.

The discussions covered requiring companies to put in place clear mechanisms for assessing and managing reinsurance risks, including periodic monitoring and analysis, and conducting stress tests and potential scenarios to measure the impact of risks on capital requirements, enabling companies to deal early with potential challenges.

Dr Azzam pointed out that financial oversight aims to align reinsurance coverage with risk management plans of insurance companies and contributes to enhancing governance levels and financial stability, supporting the ability of insurers to meet their obligations to customers and market participants.

Internationale

Reinsurance News

AI risk becoming a governance, liability and insurability challenge: Willis

28/05/2026

The growing integration of artificial intelligence (AI) is introducing new challenges around accountability, liability and insurability, with the rate of adoption outpacing existing AI governance frameworks, according to Willis’ latest Risk & Resilience Review.

Willis noted that AI is embedded across workflows, from reading claims files and shaping underwriting judgement to filtering cyber threats. It is rapidly reshaping how risk is understood, priced and managed.

More than 700 million people now use leading AI systems every week, with the technology increasingly embedded into operational infrastructure, shaping

customer interactions and executive decision-making.

However, the challenge businesses are now facing is the responsible adoption of AI. Many organisations are already relying on systems they cannot fully interrogate, placing trust in outputs that are not always challenged. The result is a subtle yet significant shift in how risk is created, distributed and, in some cases, amplified.

Willis highlighted the implications for the insurance industry: "For insurers, this is uncomfortable territory. The industry is used to dealing with uncertainty, but typically with the benefit of history, data and precedent. Here, those anchors are weaker. Exposure is already building across multiple lines, while questions of liability, accountability, and insurability are still being worked through."

Willis stressed that some of the most immediate impacts of AI are emerging within core insurance processes. It is no longer primarily a technology issue; it has become a governance, liability and insurability challenge spanning legal doctrine, regulation and operational oversight.

The firm also noted that the insurance market is beginning to diverge, with some insurers and brokers continuing to rely on traditional policy wording and "silent AI" assumptions, while others are introducing affirmative AI cover and strengthening underwriting requirements tied to governance and control frameworks.

Despite these challenges, AI is already delivering real value, improving speed, consistency and insight across a range of insurance functions. Willis emphasised that unlocking this value depends on strong governance, clear points of human judgement and a measured approach to building trust in AI-generated outputs.

Spike Lipkin, Chief AI Officer at Willis, said, "AI is already reshaping the risk landscape in real time, but many organisations are moving forward without fully understanding the systems they rely on. That creates a dangerous gap between innovation and oversight. Business leaders need to recognise that this is no longer just a technology issue, but a governance, liability and trust challenge. Those who stay passive risk falling behind both in resilience and competitiveness. Leaders must be vigilant, challenge outputs, and invest in robust governance frameworks that bring transparency and accountability to how AI is deployed."



Allianz Global Insurance Report 2026: The Future of Insurance in a Fragmenting World

24/05/2026

World: Cooling from exceptional growth, but far from slowing into weakness

According to the report, the global insurance industry is estimated to have grown by +7.1% to EUR6.9trn in 2025, adding EUR456bn to the global premium pool. Although growth moderated from the exceptional +9.4% recorded in 2024, it remained comfortably above the ten year compound average growth rate (CAGR) of +5.6%, confirming that the industry's growth drivers remain firmly intact. Life insurance remained the largest segment (EUR2,861bn), followed by P&C (EUR2,320bn) and health (EUR1,688bn).

The P&C market is moving from pricing boom towards normalization. Global premiums increased by +3.8% in 2025, well below both last year's +8.5% expansion and the segment's ten year CAGR of +5.6%, as pricing cycles matured and claims inflation began to stabilize. North America remained the industry's dominant market, accounting for 52% of global P&C premiums, although growth slowed sharply to +2.2% from +9.7% in the previous year. Western Europe remained comparatively resilient with growth of +5.3%, while the Asian market was less dynamic expanding by only +4.0%.

The life insurance market remained robust in 2025, although the exceptional post-rate-hike boom in North America has clearly lost momentum. Global life premiums grew by +6.9% in 2025, down from the exceptionally strong +11.3% recorded in 2024 but still comfortably above historical norms. The moderation was driven primarily by North America, where the annuity boom fueled by households locking in higher interest rates has started to lose momentum. Asia has meanwhile re-emerged as the industry's principal growth engine, with life premiums rising by +9.9% in 2025 and China alone expanding by +11.4%. Asia remains the

world's largest life insurance market, supported by demographic ageing, high savings rates, and less comprehensive public pension systems.

Health insurance is becoming the industry's clearest structural growth story. Global health premiums increased by +12.3% in 2025, the strongest expansion since 2014, as ageing populations, rising medical costs, and pressure on public healthcare systems continued to drive demand for private protection. North America alone grew by +14.9% as medical inflation accelerated further, with the US now accounting for more than 70% of global health premiums. Despite some normalization following the post-Covid surge, long-term growth potential remains particularly strong in Asia, where health insurance penetration is still below 1% in almost all markets.

Geopolitics and fragmentation are becoming central forces shaping the insurance industry. A more fragmented global economy is making risk environments more complex, challenging cross-border business models and weakening traditional diversification benefits. At the same time, fragmentation is also creating new growth opportunities by increasing demand for protection, resilience and specialized risk transfer across areas such as infrastructure, energy security and political risk insurance. Insurers will need to adapt by building more regionally resilient operating models, integrating geopolitical analysis more directly into underwriting and capital allocation, and developing products tailored to emerging risks.

Outlook: Insurance remains a growth industry

Overall, the global insurance market is expected to grow at an annual rate of +5.3% over the next ten years, slightly above economic output. For P&C, we expect global annual growth of +4.7% up to 2036. The segment will show solid growth rates in almost all markets, as the increasing need for protection is a global phenomenon. Allianz Research also remains confident about life insurance, which can expect annual growth of +4.9% thanks to higher interest rates. Wider Asia remains the growth engine, driven by the need for private provision in the face of accelerating demographic change. The smallest segment, health insurance, should remain the most dynamic, with annual growth of +6.7%.

In absolute terms, the global premium pool will grow by EUR5,260bn over the next ten years. Most of this growth will come from life insurance (EUR1,991bn). More than half of this additional premium pool will be generated in Wider Asia (EUR1,004bn), exceeding North America (EUR416bn) and Western Europe (EUR402bn) combined. In P&C insurance, 44% of the additional premiums of EUR1,505bn will come from North America. In health insurance, we expect additional premiums of EUR1,764bn, most of which will come from the US market.

The global insurance map will continue shifting eastward, albeit gradually. North America is expected to retain a global market share of roughly 46% through 2036, surrendering only marginal ground over the next decade (-0.5pp). India and China, by contrast, are expected to continue gaining relevance, together adding almost 4pp of global market share. Western Europe will continue to lose relative weight. A glimmer of hope for the Old Continent: while it lost 5.3pps of market share in the last decade, it may lose «only» 4pps in the next decade.

Geopolitical fragmentation is reversing many of the assumptions that shaped the global economy for decades. As trade, capital flows and regulation become increasingly fragmented, resilience is replacing efficiency as the dominant organizing principle. This shift is making the operating environment more complex and costly, making the push for affordability even more urgent. Nothing less than insurance's strategic importance is at stake: not only as a mechanism for risk transfer, but also as a critical enabler of investment, innovation and economic confidence.